

ANNEXE II

Les dispositions réglementaires essentielles

Table des matières:

1. Déchets ménagers, encombrants et assimilés	AII-7
1.1. Loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets	AII-9
1.1.1. Définitions	AII-9
1.1.2. Gestion des déchets ménagers, encombrants et assimilés	AII-9
1.1.3. Déchets organiques	AII-10
1.1.4. Déchets problématiques	AII-11
1.2. Règlement grand-ducal du 31 octobre 1998	AII-11
1.3. Règlement grand-ducal du 11 décembre 1996	AII-13
1.4. Règlement grand-ducal du 1er décembre 1993	AII-13
1.5. Règlement grand-ducal du 23 mai 1993	AII-14
1.6. Règlement grand-ducal du 30 novembre 1989	AII-14
2. Déchets industriels, commerciaux et artisanaux	AII-15
2.1. Loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets	AII-17
2.2. Règlement grand-ducal du 11 décembre 1996	AII-18
2.3. Règlement grand-ducal du 31 octobre 1998	AII-19
2.4. La réglementation sur les transferts de déchets	AII-20
2.5. Le règlement grand-ducal du 30 novembre 1989	AII-20
2.6. Le règlement grand-ducal du 24 février 1998	AII-21
2.7. Arrêté ministériel du 30 juin 1999	AII-22
2.8. Loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés	AII-22
3. Déchets inertes	AII-23
3.1. Loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets	AII-25
3.2. Loi du 11 août 1982	AII-26
3.3. Loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés	AII-26
3.4. Directive 1999/31/CE du Conseil du 26/04/1999	AII-27
4. Déchets du secteur de la santé	AII-29
4.1. Loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets	AII-31

4.1.1. Définition	AII-31
4.1.2. Gestion des déchets hospitaliers et assimilés	AII-31
4.2. Loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés	AII-32
4.3. Règlement grand-ducal du 30 mai 1994	AII-33
4.4. Loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers	AII-33
4.5. Projet de règlement grand-ducal	AII-33

La présente annexe expose les dispositions réglementaires essentielles qui concernent les différents secteurs

- des déchets ménagers encombrants et assimilés ;
- des déchets industriels, commerciaux et artisanaux ;
- des déchets inertes ;
- des déchets du secteur de la santé.

Elle n'a pas la prétention d'être exhaustive, mais vise à fournir une information relative aux textes les plus importants en la matière.

1.

Déchets ménagers, encombrants et assimilés

1.1. **Loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets**

1.1.1. **Définitions**

La loi du 17 juin 1994 définit différentes catégories de déchets pouvant être incluses dans la catégorie "déchets ménagers, encombrants et assimilés".

Les "**déchets ménagers et encombrants**" sont définis comme étant "tous les déchets solides et liquides d'origine domestique, quelles que soient leurs dimensions, que les particuliers destinent à l'abandon ou dont ils ont l'obligation de se défaire, à l'exception des eaux résiduaires".

Quant aux "**déchets assimilés**", ils sont définis comme étant "tous les déchets dont la nature est identique ou similaire à celle des déchets ménagers et encombrants mais qui ont des origines autres que domestiques".

Les "**déchets problématiques**" sont définis comme étant "les déchets générateurs potentiels de nuisances, qui, en raison de leur nature, nécessitent un traitement particulier pour leur collecte, leur transport et leur élimination ou valorisation".

Les "**déchets organiques**" correspondent à la fraction des déchets ménagers et assimilés qui est constituée de matières organiques biodégradables d'origine native ou dérivée.

Les "**déchets ultimes**" sont définis comme "toute substance, matériau, produit ou objet résultant ou non d'un traitement d'un déchet, qui n'est plus susceptible d'être traité, en tenant compte de la meilleure technologie disponible au moment du dépôt et dont l'application n'entraîne pas de coûts excessifs, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux".

1.1.2. **Gestion des déchets ménagers, encombrants et assimilés**

Les dispositions de l'article 17 de la loi énoncent les principes de la gestion des déchets ménagers, encombrants et assimilés. Ainsi:

- les communes assument sur leur territoire la gestion des déchets ménagers, des déchets encombrants et des déchets y assimilés. Elles sont tenues d'assurer la disponibilité d'une infrastructure appropriée pour la gestion de ces déchets;

-
- les communes peuvent cependant exclure de la collecte, du transport, de la valorisation et de l'élimination les déchets qui en raison de leur nature ou de leur volume ne peuvent être gérés conjointement avec les déchets visés au point précédent. Ces déchets sont spécifiés par le Ministre. Le détenteur de ces déchets peut soit les collecter, les transporter, les valoriser ou les éliminer lui-même, conformément aux dispositions de la loi, soit charger un tiers de ces opérations ;
 - les taxes afférentes aux services rendus doivent correspondre à la production réelle et notamment au type, au poids ou au volume des déchets. En outre, elles sont fonction des coûts d'infrastructure à mettre en place;
 - les communes sont tenues de conseiller les producteurs et les détenteurs de déchets sur les possibilités en matière de prévention, de valorisation et d'élimination des déchets. A cet effet, elles engagent ou font appel à du personnel qualifié en la matière;
 - les communes sont tenues d'envoyer, au plus tard pour le 31 janvier de chaque année, à l'administration un rapport d'activité portant sur la gestion des déchets au cours de l'année écoulée;
 - les déchets ménagers, les déchets encombrants ou les déchets assimilés n'étant pas susceptibles d'une valorisation (et notamment d'un compostage), doivent être soit incinérés, soit mis en décharge. Les installations d'incinération et de décharge doivent être conformes à la meilleure technologie disponible au moment de l'élimination des déchets. Leur application ne pourra entraîner des coûts excessifs, afin d'assurer une récupération d'énergie optimale et garantir un niveau élevé de protection de l'environnement;
 - les communes peuvent faire appel pour l'exécution de leurs tâches, à des tierces personnes physiques et morales visées aux articles 10 et 11 de la loi (entreprises qui assurent le ramassage, le transport, la valorisation ou l'élimination des déchets). Pour faire face à des situations exceptionnelles, ou en cas de carence des communes, le Ministre peut confier l'exécution de ces tâches à des organismes spécialisés en la matière. Les frais afférents sont à charge des communes;
 - lorsque des communes se regroupent en syndicats chargés de la gestion des déchets, les obligations communales sont assumées par le syndicat. En vue d'une meilleure coordination en matière de gestion des déchets ménagers et assimilés, les syndicats intercommunaux sont regroupés dans un conseil de coordination. Un règlement grand-ducal détermine la composition et les attributions de ce conseil.

1.1.3. Déchets organiques

L'article 19 traite des dispositions spécifiques aux déchets organiques selon lesquelles:

-
- les communes ont la charge d'assurer la gestion des déchets organiques se trouvant sur leur territoire conformément aux orientations du plan national de gestion de déchets ou du plan sectoriel afférent.
 - la fraction organique des déchets ménagers et assimilés doit être valorisée par compostage ou par un autre procédé adapté à la nature du déchet et aux caractéristiques régionales et locales.
 - il en est de même des déchets organiques en provenance des travaux d'entretien des parcs, des bords des voies de communication ou des espaces verts.
 - un règlement grand-ducal fixe des normes de qualité pour le compost.

1.1.4. Déchets problématiques

Conformément à l'article 18, les communes ont la charge d'assurer la collecte et l'entreposage des déchets problématiques en provenance des ménages et se trouvant sur leur territoire. Cette même disposition vise les déchets problématiques en provenance des entreprises et établissements pour autant qu'il s'agisse de quantités minimales comparables à celles produites par les ménages. Les communes sont tenues de veiller à la mise en place d'une infrastructure de collecte appropriée.

Les autorités nationales compétentes sont tenues de veiller à la mise en place d'une infrastructure d'entreposage et de traitement appropriée, le cas échéant suivant les orientations du plan national de gestion des déchets ou du plan sectoriel afférent.

1.2. Règlement grand-ducal du 31 octobre 1998 portant application de la Directive 94/62/CE du Parlement Européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages

Ce règlement régle, à dater du 1er janvier 1999, la gestion de l'ensemble des emballages et déchets d'emballages mis sur le marché luxembourgeois, qu'ils soient utilisés ou mis au rebut par les industries, les commerces, les bureaux, les ateliers, les services, les ménages ou à tout autre niveau, quels que soient les matériaux.

Les principales dispositions du règlement portent sur:

-
- comme première priorité, la prévention des déchets d'emballages et, comme autres principes fondamentaux, la réutilisation, le recyclage et les autres formes de valorisation des déchets d'emballages et, partant de là, la réduction de l'élimination finale de ces déchets (art. 1),
 - la possibilité de conclure des accords volontaires entre le Ministre de l'Environnement et les responsables d'emballages¹ ou l'organisme agréé (art. 5),
 - des taux minima de valorisation (55 % en poids des déchets d'emballages) et de recyclage (45 % en poids, avec un minimum de 15 % en poids pour chaque type d'emballage) qui doivent être atteints pour l'ensemble du territoire pour le 30 juin 2001 (art. 6),
 - l'obligation pour les utilisateurs d'emballages, y compris les consommateurs, de recourir aux systèmes de collecte sélective des emballages et des déchets d'emballages (art. 7, §4),
 - l'obligation de reprise des emballages par le responsable qui peut soit assumer lui-même cette obligation soit la déléguer de manière contractuelle à un organisme agréé par le Ministre de l'Environnement (art. 8),
 - des exigences essentielles sur la composition et le caractère réutilisable et valorisable (notamment recyclable) des emballages (art. 9 et annexe 1),
 - les niveaux des concentrations en métaux lourds (plomb, cadmium, mercure, chrome hexavalent).

En ce qui concerne spécifiquement les déchets ménagers (art. 8, §8), l'organisme agréé est tenu:

- de calculer les cotisations de ses contractants par matériau d'emballage au prorata des coûts imputables à chacun des matériaux et des recettes émanant de la vente des matériaux collectés et triés en vue de financer notamment le coût afférent des collectes existantes et à créer, du tri des déchets d'emballages collectés, du recyclage et de la valorisation des déchets d'emballages,
- de conclure un contrat avec les personnes morales de droit public, lequel définit notamment les conditions et les modalités techniques de collecte des déchets d'emballages concernés et de prise en charge de la totalité des déchets d'emballages collectés.

¹ Le responsable d'emballages est défini comme étant "toute personne qui a emballé ou fait emballer au Luxembourg des produits ou lors de la mise sur le marché luxembourgeois ou, dans le cas où les produits mis sur le marché luxembourgeois n'ont pas été emballés au Luxembourg, l'importateur des produits emballés qui ne les consomme pas lui-même".

L'intervention financière de l'organisme agréé doit couvrir de manière appropriée les frais réels et complets des collectes sélectives suivant une grille tarifaire à établir par la Commission de Suivi sur proposition de l'organisme agréé .

1.3. Règlement grand-ducal du 11 décembre 1996 relatif aux déchets dangereux

Il inclut une liste des déchets dangereux sur base du catalogue européen des déchets. Celle-ci reprend les différents types de déchets dangereux produits par les ménages.

La loi du 17 juin 1994 inclut cette catégorie parmi les déchets problématiques.

1.4. Règlement grand-ducal du 1er décembre 1993 relatif à l'aménagement et à la gestion des parcs à conteneurs destinés à la collecte sélective de différentes fractions des déchets ménagers, encombrants ou assimilés

Il a introduit l'obligation pour les communes "d'installer sur leur territoire un ou plusieurs parcs à conteneurs, conformément à un schéma de répartition arrêté par le Ministre de l'Environnement après consultation des communes". Les communes peuvent s'associer en syndicat pour l'aménagement et l'exploitation d'un ou plusieurs parcs à conteneurs.

Les communes peuvent cependant être dispensées de cette obligation par le Ministre de l'Environnement, si d'autres systèmes de collecte sélective visant les mêmes déchets y sont installés et fonctionnent dans des conditions satisfaisantes (absence de nuisances pour l'environnement).

Le règlement précise en outre les modalités à suivre par les communes en ce qui concerne:

- l'aménagement des parcs à conteneurs, l'équipement, l'infrastructure ainsi qu'une liste indicative des déchets à collecter,
- la gestion des parcs à conteneurs (registre des quantités collectées, condition d'acceptation, mesures à prendre en cas d'incident, etc.).

1.5. Règlement grand-ducal du 23 mai 1993, relatif aux piles et accumulateurs portant modification de l'annexe 1 de la loi du 11 mars portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances dangereuses, modifié par le règlement grand-ducal du 16 juillet 1999

Partant d'un certain seuil de concentration en métaux lourds², le règlement grand-ducal du 23 mai 1993 impose une série de contraintes concernant la commercialisation des piles et des accumulateurs.

En particulier, le règlement impose:

- l'interdiction de mettre sur le marché à partir du 1er janvier 2000 des piles contenant plus de 0.0005% en poids de mercure, y compris dans le cas où ces piles et accumulateurs sont incorporés dans les appareils mais à l'exception des piles de type "bouton" ou composées d'éléments de type "bouton" ne contenant pas plus de 2% en poids de mercure,
- l'instauration d'un système de marquage correspondant à la teneur en métaux lourds,
- une information adéquate du consommateur en vue de promouvoir la vente de piles et d'accumulateurs rechargeables ou contenant un minimum de matières dangereuses,
- l'obligation de collecte séparée des piles et accumulateurs usagés en vue d'une valorisation ou élimination appropriées en dehors des circuits classiques d'élimination des déchets ménagers et assimilés.

1.6. Règlement grand-ducal du 30 novembre 1989 relatif aux huiles usagées (art. 5, § 3)

Il confère aux communes la charge d'assurer la collecte et l'élimination des huiles usagées se trouvant sur leur territoire et provenant d'activités non commerciales ou assimilées. Elles peuvent faire appel à des personnes physiques ou morales agréées pour s'acquitter de cette tâche.

La législation luxembourgeoise inclut cette catégorie parmi les déchets problématiques.

² Il s'agit des piles et accumulateurs contenant:

- plus de 25 mg de mercure par élément, à l'exception des piles alcalines au manganèse pour lesquelles la limite est fixée à 0,025% en poids de mercure,
- plus de 0,025% en poids de cadmium,
- plus de 0,4% en plomb.

2.

Déchets industriels, commerciaux et artisanaux

2. Déchets industriels, commerciaux et artisanaux

L'annexe du présent plan sectoriel expose les principales dispositions réglementaires applicables aux déchets industriels, commerciaux et artisanaux.

2.1. Loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

La loi du 17 juin 1994, dans son article 3 g) définit les déchets industriels, commerciaux et artisanaux comme "les déchets produits par les entreprises industrielles, commerciales et artisanales qui, en raison de leur nature, sont exclus de la collecte, du transport, de la valorisation et de l'élimination à charge des communes". Il s'agit donc de tous types de déchets y inclus les déchets dangereux et les déchets qui ont un caractère plus banal.

L'article 3 s) définit les "matières premières secondaires" comme étant des déchets qui sont susceptibles d'être réintroduits sous forme de produits, le cas échéant après traitement, dans le circuit économique.

L'article 7 définit les obligations générales des détenteurs de déchets. Ils doivent notamment veiller à ce que les déchets soient remis à une installation de traitement ou à un collecteur de déchets disposant de toutes les autorisations ou agréments requis. Il doivent en outre assurer que les déchets ne soient pas mélangés à de l'eau, à d'autres déchets ou à d'autres substances.

Si pour les besoins de la valorisation et de l'élimination le traitement séparé des différentes catégories de déchets est requis, le détenteur des déchets est obligé de séparer ou de ne pas mélanger les différents déchets lors de leur abandon notamment entre les mains du collecteur ou transporteur.

Selon les dispositions de l'article 21 de la loi du 17 juin 1994:

-
- les producteurs de déchets industriels, commerciaux et artisanaux sont tenus de veiller à ce que la production et la nocivité des déchets soient réduites dans toute la mesure du possible, notamment par une adaptation des procédés de fabrication et le recours aux technologies propres disponibles au moment de la production et dont l'application n'entraîne pas de coûts excessifs.
 - les exploitants d'établissements existants présentent, sur demande de l'administration, dans les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur de la loi, un plan de prévention et de gestion de ces déchets.
 - les exploitants d'établissements nouveaux joignent un tel plan au dossier de demande d'autorisation requis par la législation relative aux établissements classés. Sont assimilés aux établissements nouveaux, les établissements existants qui font l'objet d'une demande en obtention de l'autorisation pour modification substantielle au sens de la législation précitée et pour lesquels une enquête publique n'a pas encore commencé.
 - aux fins d'application de ces dispositions, l'Etat assurera notamment la mise en place, conjointement avec les milieux professionnels concernés, d'une bourse de recyclage des déchets industriels et commerciaux,
 - les déchets visés au présent article sont gérés dans une ou des décharges ou installations aménagées et autorisées à cet effet conformément, le cas échéant, aux orientations du plan national de gestion des déchets ou du plan sectoriel afférent.

2.2. Le règlement grand-ducal du 11 décembre 1996 relatif aux déchets dangereux

Le règlement grand-ducal du 11 décembre 1996 relatif aux déchets dangereux a pour objet la gestion des déchets dangereux que le règlement redéfinit en fonction de 4 annexes. L'une d'elles détermine la liste des déchets dangereux sur base du catalogue européen des déchets.

Le règlement inclut également des dispositions concernant:

- l'interdiction de mélanger les déchets dangereux,
- un registre à tenir par le producteur, indiquant la quantité, la nature, l'origine et le cas échéant la destination, la fréquence de collecte, le moyen de transport et le mode de traitement des déchets,
- le stockage temporaire, l'étiquetage et le conditionnement lors des transports.

Les collecteurs de déchets dangereux doivent être agréés au terme du règlement du 18 juin 1982 selon lequel les collecteurs doivent disposer en propre ou en exécution de contrats conclus avec des tiers, de moyens techniques suffisants pour garantir la collecte, le transport, le stockage et l'utilisation non polluante des déchets.

2.3. **Le règlement grand-ducal du 31 octobre 1998 portant application de la directive 94/62/CE du Parlement Européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et déchets d'emballages**

Les dispositions du règlement grand-ducal du 31 octobre 1998 portant application de la directive 94/62/CE du Parlement Européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages, ainsi qu'elles se trouvent décrites dans le plan "déchets ménagers, encombrants et assimilés" s'appliquent de manière identique aux déchets d'origine non-ménagère. Cela concerne notamment:

- les objectifs de valorisation et de recyclage à atteindre,
- la possibilité de conclure des accords volontaires,
- la possibilité de déléguer l'obligation de reprise à un organisme agréé,
- l'obligation de fournir les données correspondantes à leurs obligations à l'Administration de l'environnement.

Compte tenu des impératifs de gestion des déchets industriels, commerciaux et artisanaux, le règlement établit une distinction entre les différents types d'emballage. Cela concerne:

- **l'emballage de vente** ou emballage primaire, c-à-d l'emballage conçu de manière à constituer une unité de vente pour l'utilisateur final ou le consommateur,
- **l'emballage de groupage** ou emballage secondaire, c-à-d l'emballage conçu de manière à constituer au point de vente un groupe d'un certain nombre d'unités de vente, qu'il soit vendu tel quel à l'utilisateur final ou au consommateur, ou qu'il serve seulement à garnir les présentoirs au point de vente; il peut être enlevé du produit sans en modifier les caractéristiques,
- **l'emballage de transport** ou emballage tertiaire, c-à-d l'emballage conçu de manière à faciliter la manutention et le transport d'un certain nombre d'unités de vente ou d'emballage de groupage en vue d'éviter leur manipulation physique et les dommages liés au transport.

Cette distinction n'a pas d'impact sur les prescriptions à respecter.

2.4. La réglementation sur les transferts de déchets

Le règlement (CEE) n°259/93 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté Européenne a établi, pour tous les Etats membres, des procédures harmonisées pour:

- la notification préalable du transfert de déchets aux autorités désignées des pays d'origine, de transit et de destination;
- le suivi du transfert et du traitement effectif des déchets, y compris la constitution d'une garantie financière à cet effet.

Il est à noter que ces procédures ne s'appliquent pas aux transferts de déchets appartenant à la liste verte et destinés à subir une opération de valorisation. Certaines modalités pratiques telles que p. ex. l'obligation de faire transiter par les services de l'Administration de l'environnement les dossiers de notification pour l'exportation des déchets ou les modalités de calcul de la garantie financière ont été fixées par le règlement grand-ducal afférent du 16 décembre 1996.

Afin de garantir la cohérence et la coordination des mouvements des déchets à l'intérieur et à l'extérieur du pays, l'application des procédures de notification et de suivi a été étendue au territoire national conformément au règlement du 16 décembre 1996 concernant le transfert national de déchets.

Outre les transferts de déchets appartenant à la liste verte et destinés à subir une opération de valorisation, le règlement du 16 décembre 1996 exclut également de l'application des procédures, les opérations de collecte des déchets ménagers, les transferts de déchets inertes et certaines opérations de regroupement.

2.5. Le règlement grand-ducal du 30 novembre 1989 relatif aux huiles usagées

Selon le règlement grand-ducal du 30 novembre 1989, les huiles usagées doivent prioritairement être régénérées avant toute combustion. Seulement si ces deux méthodes de valorisation ne sont pas faisables, elles peuvent être détruites.

Les obligations des détenteurs sont définies. Par ailleurs, les communes ont l'obligation d'assurer la collecte et l'évacuation des huiles usagées se trouvant sur leur territoire et qui proviennent d'activités non commerciales ou assimilées.

Les flux des huiles usagées doivent être documentés à tous les niveaux.

2.6. Le règlement grand-ducal du 24 février 1998 concernant l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles (PCB/PCT) portant septième modification de l'annexe 1 de la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses

Le règlement grand-ducal du 24 février 1994 exige l'établissement d'un inventaire de tous les équipements dont les liquides y contenus dépassent le volume de 5 litres et dont la concentration en PCB est supérieure à 0,005%. Cet inventaire doit être réalisé par l'Administration de l'environnement et mis à jour de façon régulière.

Le règlement interdit l'utilisation des installations contenant des PCB purs. Celles-ci doivent être éliminées sans faute. Pour les autres équipements dont les liquides présentent des contaminations en PCB des dates limites pour leur utilisation sont fixées. Ces dates sont:

- pour les installations présentant des concentrations comprises entre 0,005% et 0,05%, le 31 décembre 2010 ;
- pour les installations présentant des concentrations supérieures à 0,05%, le 31 décembre 2005.

Au-delà de ces dates, les équipements concernés doivent être éliminés ou décontaminés.

2.7. Arrêté ministériel du 30 juin 1999 concernant l'élimination des huiles et graisses animales et végétales.

Cet arrêté a été pris à la suite du scandale de la dioxine en Belgique. Il interdit tout transfert de déchets d'huiles et de graisses animales et végétales dans des filières de valorisation qui permettent une introduction directe ou indirecte de ces déchets dans la chaîne alimentaire.

2.8. Loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Pratiquement tous les établissements d'entreposage, de valorisation ou d'élimination de déchets doivent disposer d'une autorisation délivrée en vertu de la loi du 10 juin 1999.

Pour l'ensemble des établissements qui tombent sous le champ d'application de cette loi, les autorisations délivrées par le ministre de l'environnement comportent des dispositions relatives à la gestion des déchets.

Les établissements qui introduisent une demande d'autorisation doivent joindre à leur dossier de demande un plan de prévention et de gestion des déchets

3.

Déchets inertes

3. Déchets inertes

3.1. Loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

En ce qui concerne la loi du 17 juin 1994 il convient de se référer notamment à l'article 3 e) qui définit la notion de déchet inerte, à l'article 10 qui précise les obligations en matière d'autorisations ainsi qu'à l'article 20 qui pose les principes de leur gestion.

L'article 3 e) définit les déchets inertes comme étant les déchets qui:

- sont constitués pour la presque totalité de terres et de roches naturelles résultant de leur extraction lors de travaux de construction et qui ne sont pas contaminés par des substances dangereuses ou autres éléments générateurs potentiels de nuisances;
- résultent de travaux routiers et qui sont de nature minérale avec ou sans liants hydrauliques, bitumeux ou à base de goudrons;
- proviennent de chantiers de construction, de rénovation ou de démolition, qui sont principalement de nature minérale et qui ne sont pas contaminés par des substances dangereuses ou autres éléments générateurs potentiels de nuisances.

Selon l'article 10, l'implantation et l'exploitation des installations de valorisation et d'élimination des déchets inertes sont soumises à une autorisation à délivrer par le ministre de l'environnement.

Les dispositions de l'article 20 de la loi traitent de la gestion des déchets inertes. Selon ces dispositions:

- les communes sont tenues de mettre en place une infrastructure appropriée permettant la collecte sélective des résidus de travaux de construction et de chantiers provenant des particuliers conformément, le cas échéant aux orientations du plan national de gestion des déchets ou le plan sectoriel afférent.
- les centres régionaux de gestion des déchets inertes arrêtés par le plan national de gestion des déchets ou le plan sectoriel doivent être équipés d'installations de traitement et de recyclage.
- les producteurs ou détenteurs de déchets inertes doivent procéder à la collecte sélective et au tri préalable en vue de garantir un traitement spécifique.

-
- la réutilisation des matériaux inertes récupérés sera obligatoirement inscrite dans les bordereaux de soumission publique relatifs aux constructions routières et aux autres ouvrages.
 - les déchets inertes provenant notamment de travaux de démolition, d'excavation et de construction routière, sont à considérer comme des déchets dangereux dans la mesure où ils sont contaminés.
 - compte tenu notamment des nécessités d'une répartition régionale équilibrée et des capacités des décharges disponibles, des décharges communales ou privées peuvent encore être maintenues pour une période maximale de 5 ans (soit jusqu'à la fin de 1999). La continuation de l'activité de ces décharges peut être autorisée par le Ministre sous réserve que:
 - les exploitants aient établi, endéans les 12 mois suivant l'entrée en vigueur de la loi, un plan de gestion future de ces décharges couvrant également leur réintégration dans le paysage ;
 - qu'elles puissent être utilisées par les communes et entreprises avoisinantes.

3.2. Loi du 11/08/1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Cette loi contient des dispositions applicables à la gestion des déchets inertes en relation avec la préservation de la nature en zone verte. Ainsi la gestion des déchets inertes et plus particulièrement leur mise en décharge ou leur utilisation dans des remblais doit se faire en respectant les impératifs de la protection de la nature et des ressources naturelles.

A titre d'exemple, les remblais dès lors qu'ils sont situés en zone verte et qu'ils dépassent le volume des 50 m³ sont soumis à une autorisation du ministre de l'environnement.

3.3. Loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Les installations de valorisation et d'élimination des déchets inertes sont soumises aux dispositions de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Ainsi, une autorisation dite « Commodo – incommodo » est requise pour les décharges et les installations de traitement des déchets inertes.

3.4. Directive 1999/31/CE du Conseil du 26/04/1999 concernant la mise en décharge des déchets

Les dispositions de cette directive s'appliquent également aux décharges pour déchets inertes.

L'article 2 e) de la directive définit la notion de déchet inerte. Les déchets inertes sont définis comme étant les déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Les déchets inertes ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune autre réaction physique ou chimique, ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas d'autres matières avec lesquelles ils entrent en contact, d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine.

La production totale de lixiviats et la teneur des déchets en polluants ainsi que l'écotoxicité des lixiviats doivent être négligeables et, en particulier, ne doivent pas porter atteinte à la qualité des eaux de surface et/ou des eaux souterraines.

Désormais, la construction et l'exploitation des décharges pour déchets inertes sont soumises aux exigences techniques et opérationnelles découlant de cette directive.

La directive 1999/31/CE doit encore être transposée en droit national.

4.

Déchets du secteur de la santé

4.1. Loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

4.1.1. Définition

La loi du 17 juin 1994, dans son article 3 h), définit les déchets hospitaliers et assimilés comme étant les déchets qui proviennent des établissements hospitaliers et assimilés, tels que cliniques, maisons de soins et de gériatrie, dispensaires, services vétérinaires, laboratoires biologiques et qui comprennent:

- les déchets particuliers à l'activité hospitalière qui ne sont pas contaminés,
- les déchets particuliers à l'activité hospitalière qui sont "infectieux".

4.1.2. Gestion des déchets hospitaliers et assimilés

Selon les dispositions de l'article 22 de la loi du 17 juin 1994:

- Les exploitants d'un établissement hospitalier ou assimilé ont la charge d'assurer la gestion des déchets hospitaliers et assimilés, conformément, le cas échéant, aux orientations du plan national de gestion des déchets ou du plan sectoriel afférent et sans préjudice de la responsabilité qui incombe en la matière aux autorités nationales compétentes.
- Les déchets hospitaliers et assimilés doivent être collectés séparément, triés et traités de manière à assurer leur gestion spécifique tenant compte de leurs caractéristiques hygiéniques respectives. En outre, leur traitement doit avoir lieu dans une ou des décharges ou installations aménagées et autorisées à cet effet, conformément, le cas échéant, aux orientations du plan national de gestion des déchets ou du plan sectoriel afférent et sans préjudice de la responsabilité qui incombe en la matière aux autorités nationales compétentes.

- Les exploitants d'un établissement hospitalier ou assimilé existant présentent, dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la loi, un plan de prévention et de gestion de ces déchets. Les exploitants d'un établissement hospitalier ou assimilé nouveau joignent un tel plan au dossier de demande d'autorisation requis par la législation concernant les établissements classés. Sont assimilés aux établissements nouveaux, les établissements qui font l'objet d'une demande en obtention de l'autorisation pour une modification substantielle au sens de la législation précitée et pour lesquels une enquête publique n'a pas encore commencé.

Les mêmes dispositions s'appliquent aux déchets assimilés en provenance de laboratoires, de dépôts de médicaments, de centres de transfusion sanguine, de dispensaires et des activités médicales et vétérinaires.

4.2. Loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Elle s'applique à plusieurs catégories d'établissements du secteur de la Santé. Ces catégories sont classées par le règlement grand-ducal du 16 juillet 1999 portant nomenclature et classification des établissements classés comme suit:

cat. 101: cliniques, hôpitaux, sanatoriums, centres de réhabilitation	classe 1
cat. 102: maisons de soins, maisons de retraite, foyers pour personnes âgées, hospices, centres intégrés pour personnes âgées	classe 1
cat. 212: laboratoires de recherches et d'analyses chimiques, biologiques et assimilés (excepté les laboratoires des médecins et des pharmaciens)	classe 1

Le fait d'être soumis à autorisation permet de coordonner les conditions d'exploitation liées aux déchets avec les autres conditions liées à l'environnement. En ce qui concerne la gestion des déchets, la procédure d'autorisation peut imposer des équipements (par exemple un appareillage de stérilisation) ou des dispositifs spécifiques (par exemple des emplacements de stockage des déchets).

A l'heure actuelle, aucun établissement hospitalier ne possède une autorisation d'exploitation octroyée aux termes de la loi du 10 juin 1999.

4.3. Règlement grand-ducal du 30 mai 1994 établissant le plan hospitalier national

Il détermine les régions hospitalières, les critères de classification des services et établissements hospitaliers, le système hospitalier par régions et les besoins en équipements et appareils coûteux ou exigeant des conditions d'emploi particulières. Le tableau ci-dessous détaille la capacité hospitalière, (nombre de lits), prévue.

Capacité hospitalière (nb. de lits) planifiée au GD de Luxembourg			
Etablissements	1993	1995	2000
Hôpitaux			
- Région Nord	662	630	403
- Région Centre	1 555	1 320	1 351
- Région Sud	830	830	848
Sous-total	3 047	2 780	2 602
Etablissements de moyen séjour³	/	625	744
Etablissements de long séjour⁴	543	1 044	1 169

4.4. Loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers

Elle fixe le cadre national de la planification et de la gestion des hôpitaux, y compris les niveaux d'équipement. Elle inclut des dispositions pertinentes vis-à-vis de la gestion des déchets, à savoir :

- la possibilité de fixer des normes par règlement grand-ducal concernant l'aménagement et l'organisation de chaque service,
- l'obligation pour chaque établissement d'adopter un "règlement général de l'établissement hospitalier" portant sur le projet d'établissement, la qualité, la prévention et l'élimination des déchets.

4.5. Projet de règlement grand-ducal

Il a pour objet l'uniformisation et le renforcement des modalités de prévention et de gestion des déchets dans le secteur de la santé.

³ Ce secteur comprend les hôpitaux de suite, les centres ou services de rééducation et de réadaptation fonctionnelles, les centres ou services de réadaptation psychiatrique et des maladies de la dépendance, les centres de convalescence et le centre de cures thermales. Ces établissements sont déjà partiellement inclus dans la liste des hôpitaux.

⁴ Il s'agit essentiellement des maisons de soins placées sous l'autorité du Ministre de la Santé.

Le projet de règlement inclut des dispositions concernant :

- la désignation de responsables "déchets" et la formation du personnel dans les établissements du secteur de la Santé,
- l'organisation de la gestion des déchets dans les établissements du secteur de la Santé (tri, stockage, conditionnement, sécurité) et notamment une liste des éléments de base constitutifs d'un plan de prévention et de gestion des déchets,
- la gestion des déchets du secteur de la santé en exercice libéral.

Le projet de règlement présente en annexe une classification des déchets hospitaliers et assimilés qui serait à mettre en oeuvre dans la gestion interne des déchets par les établissements du secteur de la santé. Elle comprend 5 catégories comme suit :

- Groupe A: les déchets produits en dehors des zones d'hospitalisation et de soins, qui sont assimilables aux déchets ménagers et ne nécessitent pas du point de vue hygiénique et infectieux, de précautions particulières lors de leur élimination.
- Groupe B: les déchets souillés qui nécessitent des précautions particulières à l'intérieur des établissements lors de leur élimination afin de prévenir les risques d'infection.
- Groupe C: les déchets infectieux qui nécessitent des précautions particulières à l'intérieur et à l'extérieur des établissements lors de leur élimination afin de prévenir les risques d'infection.
- Groupe D: les déchets qui nécessitent des précautions particulières à l'intérieur et à l'extérieur des établissements lors de leur élimination afin de prévenir les risques pour l'hygiène publique.
- Groupe E: les déchets qui nécessitent pour des questions éthiques des précautions particulières lors de leur élimination.

En outre, le projet de règlement grand-ducal inclut une série de définitions comme suit:

- "*Déchets du secteur de la santé*": les déchets issus des activités des établissements hospitaliers et assimilés tels que cliniques, centres intégrés, maisons de soins, dispensaires, services vétérinaires, laboratoires biologiques, cabinets médicaux et des autres activités de l'exercice libéral dans le domaine de la santé. Sont assimilés aux déchets du secteur de la santé les déchets issus des activités de recherche, de dentisterie, d'enseignement et de production industrielle ou artisanale dans les domaines de la médecine humaine et vétérinaire.

-
- "*Déchets du secteur de la santé assimilables aux déchets ménagers*" : les déchets qui proviennent du secteur de la santé et qui ne présentent aucun risque sanitaire spécifique et qui peuvent suivre les filières de collecte, de transport, de valorisation et d'élimination des déchets ménagers et assimilés.
 - "*Déchets infectieux*" : les déchets qui proviennent du secteur de la santé et qui, de manière certaine ou prévisible, sont contaminés par un agent pathogène pouvant provoquer une maladie ou constituer un danger d'infection pour les personnes ayant été en contact avec ces déchets
 - "*Déchets problématiques*" : les déchets générateurs potentiels de nuisances, qui, en raison de leur nature, nécessitent un traitement particulier pour leur collecte, leur transport et leur élimination ou valorisation.
 - "*Organes et pièces anatomiques*" : les organes, les tissus, les fragments d'organes ou de membres humains, aisément ou non aisément identifiables qui proviennent du secteur de la santé ainsi que les déchets de nature pathologique en provenance du secteur vétérinaire ou d'animaux utilisés à des fins médicales ou scientifiques.
 - "*Déchets à risques*" : les déchets qui proviennent du secteur de la santé et qui peuvent présenter ou qui présentent un risque sanitaire et qui, en raison de leur nature, nécessitent un traitement particulier pour leur collecte, leur transport, leur valorisation et/ou leur élimination. Sont à considérer comme des déchets à risques: les déchets souillés, les déchets infectieux, les déchets problématiques et les organes et pièces anatomiques ainsi que le sang et ses dérivés.